



La Commune



Résister, c'est rompre !

L'édito
de

La Commune

Finalement, François Hollande n'aura profité que d'une embellie furtive de sa popularité après les attentats du 13 novembre. L'effet « Union nationale » n'a pas opéré plus d'un mois, et voilà notre chef de guerre revenu à ses plus bas depuis un an. D'après un sondage réalisé pour *Les Echos* en février, à peine 21 % des sondés lui font confiance contre seulement 27 % à Manuel Valls.

Et pour cause, avec 5,8 millions de chômeurs et une hausse de 260 000 du nombre de demandeurs d'emplois en 2015 (toutes catégories confondues), dont 33 000 en décembre (et 15 800 pour la seule catégorie A, sans aucune activité), il n'y a que Macron pour considérer que « *la vie d'un entrepreneur est bien souvent plus dure que celle d'un salarié. Il peut tout perdre, lui* ». Et les 8 salariés de Goodyear condamnés à 9 mois de prison ferme, une première depuis plus de 50 ans, pour avoir défendu leur usine et leurs emplois, ne risquent-ils pas de tout perdre ? Et les 5 salariés d'Air France, interpellés à six heures du matin comme des gangsters, licenciés et poursuivis devant les tribunaux pour une chemise déchirée quand un plan de 8 000 suppressions d'emplois est sur la table, ne risquent-ils pas de tout perdre ? C'est justement pour ne pas tout perdre, leur travail, leur salaire comme unique moyen de subsistance pour eux et leur famille, leur liberté, que les ouvriers se battent contre les patrons. Comme le font depuis des semaines les agriculteurs, les éleveurs, les chauffeurs de taxi, les fonctionnaires, et tous ceux qui refusent la paupérisation de leurs conditions d'existence et la misère que leur promettent Hollande-Valls et le Medef. La réalité c'est que la lutte des classes, n'en déplaît pas aux capitulards, est d'une extrême intensité dans ce pays.

La crise de régime est toute aussi profonde. Pour preuve, la démission de Christiane Taubira, ministre de la Justice et n°3 du gouvernement, le matin même où le conseil des ministres examinait le projet de révision constitutionnelle de la déchéance de nationalité et de l'état d'urgence. Opposée à toute réforme du droit du sol, Taubira explique que : « *Parfois résister c'est rester, parfois résister c'est partir* ». Nous ajouterons que parfois, résister c'est rompre !

Cette modification de la Constitution a été promise par Hollande devant le Congrès le 16 novembre, l'Assemblée nationale a commencé son examen le 4 février. A l'ordre du jour, l'inscription de l'état d'urgence – dont Hollande et Valls ont déjà annoncé la prolongation jusqu'au 26 mai ! -, et de la déchéance de nationalité. Si la déchéance de nationalité, vieille revendication du FN, est présentée comme une « mesure symbolique », qui remet, en passant, en cause le droit du sol, l'inscription de l'état d'urgence est ostensiblement une mesure anti-démocratique et anti-ouvrière.

Il s'agit d'inscrire comme une norme un état d'exception qui a vu le jour, une première fois, en 1955 pendant la guerre d'Algérie. Il s'agit de restreindre considérablement les droits et libertés démocratiques de tous et de chacun. Il s'agit, au prétexte de la lutte anti-terroriste, d'autoriser une fois pour toutes les perquisitions de nuit, les assignations à résidence, d'écraser les moyens d'action et d'expression des associations, syndicats et partis politiques, de pouvoir interdire rassemblements et manifestations, de dissoudre associations et groupements portant atteinte à « l'ordre public ». Le tout, hors du contrôle des juges et du pouvoir judiciaire. En définitive, il s'agit de constitutionnaliser l'Etat policier qui est en place, sous nos yeux, depuis le 13 novembre dernier. Et Manuel Valls de prévenir : « *Nous graverons dans le marbre le caractère exceptionnel de l'état d'urgence.* » Ainsi tous ceux qui souhaitent l'application d'un état d'urgence « light », à visage humain, tous jouent aujourd'hui les « pauvres cocus ». Tel André Chassaigne, le chef des députés staliniens du PCF-FdG qui a voté comme tout son groupe la prolongation de

l'état d'urgence le 19 novembre, et qui déclarait à cette occasion : « *Au regard de ces circonstances historiques et dramatiques, d'une extrême gravité, nous estimons que cette prolongation est fondée et nécessaire pour une durée limitée* »... En définitive, la crise politique est tellement puissante que la ratification de la réforme par les 3/5 du Congrès n'est absolument pas certaine.

Le PS, LR (ex-UMP) et tous leurs rejets légitimes et naturels, sont tendus vers un unique objectif : sauver le régime, sauver les présidentielles et se sauver eux-mêmes ! La crise de représentation politique de la bourgeoisie est totale, tous sont pris de panique. Entre ceux qui pour « sauver le quinquennat » appellent à l'organisation d'une primaire à gauche (Clémentine Autain, Daniel Cohn-Bendit, voire Pierre Laurent, etc), que refuse Hollande, et ceux qui à droite ont décidé de « tuer » Sarkozy tels les Juppé, Fillon, NKM, Mariton, Lemaire, Copé. Force est de constater que la promesse de « faire de la politique autrement » après les élections régionales du mois de décembre s'est envolée.

Une chose est sûre : la lutte de classes, trop longtemps comprimée par les efforts des directions syndicales disposées à préserver la « paix sociale » au prix le plus fort, va faire irruption sur la scène politique, à l'initiative des masses, elles-mêmes. La combinaison de la crise politique et de la crise sociale provoquera alors l'explosion.

Wladimir Susanj,
7 février 2016

Modifié le lundi 08 février 2016

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
